

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: <https://www.researchgate.net/publication/301614754>

Politiques de jeunesse: le grand malentendu

Book · January 2012

CITATIONS

13

READS

65

3 authors:



Patricia Loncle-Moriceau

Ecole des hautes études en santé publique

64 PUBLICATIONS 215 CITATIONS

SEE PROFILE



Valerie Becquet

Université de Cergy-Pontoise

41 PUBLICATIONS 142 CITATIONS

SEE PROFILE



Cécile Van de Velde

Université de Montréal

131 PUBLICATIONS 477 CITATIONS

SEE PROFILE

Some of the authors of this publication are also working on these related projects:



PARTISPACE - Spaces and Styles of Participation [View project](#)



Becoming an adult in pandemic time [View project](#)



INÉGALITÉS SOCIALES & PARCOURS DE VIE

Chaire de recherche du Canada

Ouvrage

BECQUET Valérie, LONCLE Patricia, VAN DE VELDE Cécile (eds), *Politiques de jeunesse ; le grand malentendu*, Editions Le Champ Social, Collection Questions de Société, 2012, 244 p.

Introduction.



Politiques de jeunesse : le grand malentendu

sous la direction de
Valérie Becquet
Patricia Loncle
Cécile Van de Velde



La maison d'édition reçoit le soutien
de la Région Languedoc-Roussillon

© *Champ social éditions*, 2012

34 bis, rue Clérisseau – 30 000 Nîmes

contact@champsocial.com

www.champsocial.com

Diffusion/distribution Pollen

ISBN : 978-2-35371-290-8

SOMMAIRE

Introduction, Valérie Becquet, Patricia Loncle et Cécile Van de Velde

Partie 1 - Les politiques de jeunesse, d'hier à demain
Politiques de jeunesse : de quoi parle-t-on ?, Patricia Loncle

Une « politique de la jeunesse » entre compétition et légitimation. L'expérience Mendès France, Ludivine Bantigny

Partie 2 – « Autonomie » : un mot peut en cacher un autre

Introduction, Patricia Loncle

Soutenir l'autonomie des jeunes majeurs : puissance ou impuissance du politique, Cécile Van de Velde

Politiques de soutien à l'autonomie. Quinze ans de préconisations inabouties, Vincenzo Cicchelli

L'accès des jeunes à l'autonomie : dérive idéologique et confusion sémantique ?, Christophe Moreau

Partie 3 – « Insertion » : une catégorie française

Introduction, Cécile Van de Velde

Trente cinq ans de politique d'insertion des jeunes : un bilan en demi-teinte, Florence Lefresne

Politiques d'insertion et citoyenneté sociale des jeunes, Léa Lima

L'insertion : nouvel enjeu local et national des politiques de l'enseignement supérieur ?, Cédric Hugrée

Partie 4 – « Citoyenneté » : une tension entre normes et pratiques

Introduction, Valérie Becquet

Politiques de citoyenneté : constats, finalités et outils, Valérie Becquet

De nouveaux usages de la citoyenneté, Anne Muxel

Au-delà du vote : les différentes facettes de la citoyenneté des jeunes adultes, Nicolas Pinet

Être citoyen d'une société dont on se sent exclu : le rapport au politique de deux générations de jeunes, Camille Peugny

6 -

Introduction

Valérie BECQUET, Patricia LONCLE,
Cécile VAN DE VELDE

Rarement la « jeunesse » aura fait autant l'objet de discours politiques, de consultations et de rapports publics, de débats médiatiques qu'en cette dernière décennie. Pas un « think-tank » qui n'offre son lot de « nouvelles » propositions destinées aux jeunes ; pas un gouvernement qui ne mette en place un ou plusieurs « plans » pour la jeunesse ; pas une année sans que ne soit commandité un rapport officiel sur le sort des jeunes générations... À chaque mobilisation juvénile ou à l'approche de chaque campagne électorale, le pays semble à nouveau se « pencher » sur sa jeunesse – ou plutôt ses jeunesse – et sur les difficultés qu'elles traversent. Les médias dessinent le portrait de jeunes générations angoissées et vulnérabilisées, et relaient le pessimisme des jeunes Français tel qu'il se donne à voir dans les enquêtes internationales. Cela n'est pas sans susciter de nombreuses interrogations, publiques et médiatiques : pourquoi donc la jeunesse française affiche-t-elle le plus haut niveau mondial de stress à l'école et si peu de confiance en l'avenir ? Assisterait-on en France à l'émergence d'une génération « déclassée » ? Que faire pour enrayer ce sentiment et quelles politiques publiques mettre en place pour atténuer les

- 7

effets de la crise sur les jeunes générations ? Serait-on dans une société qui maltraite sa jeunesse ?

Les politiques de jeunesse : un édifice complexe et fragile

Cette effervescence et cet activisme masquent mal l'impuissance des décideurs à répondre aux maux de la jeunesse française et l'étonnante stabilité des leviers désormais activés depuis 30 ans. Au-delà de leurs intentions louables, les multiples dispositifs d'urgence ne suffisent pas à endiguer la montée structurelle du chômage des jeunes, ni à atténuer les multiples syndromes de leur malaise. Nos politiques de jeunesse, en France, semblent dans l'impasse, ou pire, entrées dans un cercle vicieux : les mesures s'accumulent, mais ressemblent de plus en plus à des pansements d'urgence sur une plaie bien plus profonde.

8 - Pour comprendre un tel paradoxe, il faut remonter à la construction même des politiques de jeunesse : ces dernières s'ancrent depuis leur origine dans de nombreux secteurs de politiques publiques (social, santé, éducation, citoyenneté, logement, mobilité...) et n'ont pas une place clairement déterminée. Dans le présent ouvrage, nous nous intéressons en premier lieu aux politiques sociales et de citoyenneté. Or, dans ces domaines, elles s'appuient sur deux postulats fondamentaux : les jeunes sont adultes à 18 ans pour les politiques de citoyenneté et à 25 ans pour les politiques sociales. De ce fait, on peut souligner l'existence d'une déconnexion importante des seuils d'âge et du même coup une séparation significative entre citoyenneté sociale et politique. Face à cette absence initiale de protection sociale envers les populations juvéniles pourtant de plus en plus fragiles, les politiques de jeunesse ont été construites sur l'accumulation de mesures ciblées, le plus souvent

optionnelles, censées répondre ponctuellement aux divers maux de la jeunesse. Ces mesures, empilées sans réelle cohérence ou harmonisation au fil du temps, forment aujourd'hui un édifice si complexe qu'il est difficilement réformable.

Cet amoncellement de mesures rend par conséquent cette politique peu lisible : qui pourrait aujourd'hui dresser la liste exhaustive des multiples dispositifs qui la constituent ? Ils forment une politique composite du point de vue de ces principes, à cheval entre plusieurs secteurs d'action publique, sans passerelles entre eux, privilégiant selon les mesures l'État, les collectivités locales, les associations ou les familles dans la prise en charge des jeunes générations scolarisées ou en attente d'entrée sur le marché du travail. Cette approche segmentée laisse de nombreux interstices vacants, comme par exemple chez les individus dépourvus de solidarité familiale, et ne facilite pas l'accès aux droits sociaux. À ces constats, on peut ajouter l'accroissement des inégalités territoriales de mise en œuvre : dans un contexte de forte délégation des politiques de jeunesse de l'État vers les collectivités territoriales, la mise en œuvre des actions, même obligatoires, est soumise à de très grandes hétérogénéités. Dans cette construction hybride, les jeunes sont ainsi diversement aidés, accompagnés et protégés. Ce n'est pas un hasard si les propositions récentes en faveur des jeunes sont nombreuses à prôner un redéploiement de ces mesures fragmentées, inégales et peu lisibles et appellent un changement de paradigme qui redonnerait une consistance, par la clarté et l'homogénéisation, aux politiques françaises de jeunesse.

Autonomie, insertion, citoyenneté : maux de la jeunesse, mots du politique ?

Autonomie, insertion, citoyenneté : dans ce flux de mesures et de propositions, trois mots se dégagent. Ces notions ne sont pas apparues au même moment et ne s'adressent pas systématiquement aux mêmes segments de la population juvénile. Selon les décideurs, elles ne véhiculent pas toujours les mêmes valeurs et ne renvoient pas aux mêmes conceptions de la jeunesse et de leur place dans la société. Mais ensemble, elles structurent aujourd'hui les politiques de jeunesse en France, tout autant qu'elles polarisent les débats publics et médiatiques sur les jeunes générations.

Le premier mot est celui d'« autonomie » : on assiste, ces dernières années, à une montée en puissance de la problématique de l'autonomie dans les politiques et les débats sociaux. Présente dans les récentes discussions autour de la dotation ou de l'allocation d'« autonomie », elle se cristallise autour de cette question : qui doit prendre en charge la période d'allongement des études et d'attente vis-à-vis de l'entrée sur le marché du travail ? Si l'idée même de favoriser l'accès à l'autonomie des jeunes majeurs en France semble faire consensus, elle s'incarne dans un panel de mesures et de propositions particulièrement contrastées, en fonction du support privilégié de cet accès à l'autonomie, que ce soit l'État, la famille, ou le marché lui-même.

La notion d'« insertion » constitue, quant à elle, une constante des politiques de jeunesse depuis la seconde moitié des années 1970. Cette omniprésence sonne comme un aveu d'impuissance : que ce soit sous forme de contrats aidés ou de dispositifs d'allègements de charges, l'insertion définit l'horizon principal des plans pour la jeunesse qui s'échelonnent au fil des gouvernements. Domaine risqué – l'expérience en 2006

du Contrat Première Embauche l'a montré – mais passage obligé, l'enjeu de « l'insertion » répond à l'ampleur et à la visibilité du chômage juvénile en France, érigé, plus qu'ailleurs, en problème public. On peut penser que cette notion servira encore de guide aux politiques publiques à venir, tant on sait que la récession actuelle risque de pénaliser particulièrement les jeunes Français, notamment les non-diplômés.

La notion de « citoyenneté », enfin, est de nouveau mobilisée dans les politiques de jeunesse au risque de perdre une partie de sa signification. Alors qu'elle a pendant longtemps été appréhendée comme une perspective à travers le rôle de formation des citoyens dévolu à l'institution scolaire ou aux mouvements de jeunesse, elle est revenue au centre des dispositifs d'intervention publique et suscite des attentes au présent. Ainsi les jeunes, bien avant l'obtention de la majorité politique, doivent agir en citoyens. De plus, elle est mobilisée pour résoudre des problèmes sociaux qui en dépassent les contours, telles que la violence à l'école ou la délinquance juvénile. Le plus souvent confondue avec les notions de civilité ou de vivre-ensemble, elle a en partie perdue sa consistance politique et ne permet pas toujours d'appréhender ou de traiter les rapports distancés qu'entretiennent les jeunes avec les institutions ou leur défiance à l'égard des organisations politiques et des processus démocratiques.

Décrypter les politiques de jeunesse : au-delà des mots

Deviens « autonome », « inséré » et « citoyen » : autant de notions qui apparaissent dans cet ouvrage comme des clés de lecture fécondes pour décrypter les politiques de jeunesse en France, et éclairer leurs perspectives, leurs idéologies, mais aussi leurs portées, et surtout, leurs impasses.

En effet, ces notions ne sont pas neutres. Elles portent en elles-mêmes des conceptions de la jeunesse, des normes et des attentes sociales, que les dispositifs et les objectifs qui leur sont associés traduisent. Elles dessinent en creux le statut de l'« adulte » en France, les conditions de son obtention et, par conséquent, la définition sociale des « maux » de la jeunesse. Le présent ouvrage se propose de déconstruire ces mots-écran, pour analyser leurs fondements idéologiques et suivre ces politiques dans leur chemin jusqu'aux pratiques. Ce faisant, il répond à un double pari : poser un regard *synthétique* et *critique* sur les politiques de jeunesse en France. Mis en perspectives, ces mots structurants retracent plusieurs décennies de formulation de ces politiques, de perceptions de la jeunesse par les pouvoirs publics et d'évolution de leurs enjeux. Ils invitent également à en mesurer les effets et leur adéquation, ou encore leur possible décalage, avec les besoins sociaux qu'ils sont censés combler.

Cet ouvrage décrypte, à travers les trois mots principaux qui les structurent, les relations entre l'État – et plus largement les acteurs publics- et la jeunesse en France. Il revient sur les évolutions, les portées et les limites des politiques, et en éclaire les enjeux à venir. Si la question des rapports entre l'État et les jeunes n'est pas nouvelle en sciences sociales, peu d'analyses peuvent en éclairer les fondements et confronter les mots du politique aux ressorts des pratiques. Cette approche a dévoilé toute sa fécondité lors d'une première rencontre autour du « Livre Vert pour la jeunesse » issu du travail de la commission de concertation mise en place par Martin Hirsch en 2008, qui a réuni de nombreux spécialistes de la jeunesse. Les clés de lecture proposées se sont révélées lourdes de sens. Elles nous ont conduites à élargir cette mise en perspective à l'ensemble des

politiques de jeunesse françaises : nous avons ainsi invité ces spécialistes reconnus de la jeunesse à poser leur regard sur chacune de ces notions-horizons des politiques françaises de jeunesse, et sur les réussites ou les échecs qu'elles suscitent.

Au final, le lecteur est invité à un itinéraire confrontant les « mots » des politiques aux « maux » qu'elles sont censées pallier. Autant de perspectives et d'éclairages pour aider à comprendre la place des jeunes au sein de la société française, mais aussi pour dessiner les perspectives à venir, et à penser, ou à repenser, les politiques de jeunesse en France.